

L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 285

Vendredi 13 Juin 1975

50 USINES OCCUPEES

50 usines occupées c'est le plus fort chiffre d'occupation simultanée jamais vu en France mis à part 1936 et 1968.

Dans de nombreux coins de France, des travailleurs occupent leurs usines, des grèves éclatent. Voilà la juste réponse de la classe ouvrière aux licenciements et au chômage. Plus d'un million sont sans travail aujourd'hui, combien demain ? Des centaines de milliers de jeunes vont quitter l'école dans quelques semaines ; ils ne trouveront pas de travail ! Partout la colère gronde. La classe ouvrière se bat et elle a raison ; dans les entreprises, nos camarades combattent, contre les licenciements, pour du travail pour tous. Nous soutenons à fond ces luttes, comme nous soutenons la riposte des travailleurs contre les attaques de la bourgeoisie, avec milices patronales, chiens policiers et police à l'appui.

Et pourtant cela est-il suffisant pour qu'elles aboutissent, pour qu'elles aillent dans le sens des intérêts véritables des travailleurs ? Quelle ligne d'action suivre ? Il y a deux voies.

Celle que proposent les dirigeants de la CGT et du P.C.F. Ils parlent de «soutien» aux travailleurs, de «défense des libertés». Mais il y a loin des paroles aux actes. Soutien aux travailleurs ? Ils ne les ont pas soutenus à Lip, à l'ORTF, à Hollenstein... En fait, ils se sont opposés à la lutte contre les licenciements suivant la théorie : «Mieux vaut 20 licenciements que 50 licenciements !». Ils parlent de «libertés», mais leurs collègues polonais envoient des tanks et des milices contre les grévistes (en 1971 à Gdansk par exemple) ; leur ami portugais Cunhal, secrétaire du Parti «communiste» portugais fait voter une loi-antigrève. Ici même, ils s'acharnent contre les ouvriers qui combattent leur politique : à l'imprimerie Hollenstein, les syndiqués CGT ont été exclus du syndicat... pour avoir mené leur grève contre les licenciements à la victoire !

Nous sommes tout à fait contre la politique des dirigeants révisionnistes de la CGT. Quand, en paroles, ils parlent de «soutien» à la classe ouvrière, de «libertés», ils ont des idées derrière la tête. Comment peut-on prétendre agir dans l'intérêt des travailleurs et les empêcher d'opposer la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire ? Comment peut-on prétendre agir dans l'intérêt des travailleurs et faire le silence sur les préparatifs agressifs du social-impérialisme russe en Europe ? Peut-on prétendre être les représentants de la classe ouvrière quand on la démobilise face aux patrons, quand on la démobilise face aux deux superpuissances qui menacent l'indépendance nationale, quand on lui masque que les principaux responsables actuels de la «crise» sont les deux supergrands qui s'entre-déchirent pour dominer le monde, et font traîner une odeur de poudre en Europe ? Absolument pas. Les dirigeants révisionnistes sont les propagandistes actifs de la «détente», de la démobilisation, de la capitulation de la classe ouvrière devant l'impérialisme russe, danger principal en Europe.

Voilà les idées qu'ils ont derrière la tête quand ils font semblant de lutter contre les licenciements. Voilà pourquoi nous nous opposons radicalement à leur politique, car elle est la politique de l'ennemi.

(Suite page 4.)

UNE DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.M.L.F.

Voici 7 ans, la France connaissait l'une des plus formidables tempêtes révolutionnaires de son histoire. Les ouvriers, les étudiants, les employés, les paysans répondaient par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire de la bourgeoisie, occupaient massivement les entreprises et les établissements d'enseignement, créaient partout des comités d'action désignés par des assemblées générales.

Dès les premiers jours le PCMLF se lançait à fond dans la bataille en soutenant résolument, totalement et fermement la juste lutte des étudiants révolutionnaires.

Pendant ce temps, le faux parti communiste, celui de la clique Waldech Rochet-Georges Marchais, s'opposait au mouvement de masse qualifié par la «Pravda» et «L'Humanité» de «voyous gauchistes». Et quand finalement les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT prirent le train en marche ce fut pour le diriger sur une voie de garage et sauver la dictature du capital.

Encouragé et poussé par les clameurs des dirigeants du P.C.F., le pouvoir, le 12 juin 1968, jeta dans l'illégalité le PCMLF.

(Suite page 4.)

COMMUNIQUE DU P.C.M.L.F.

Le Comité central du PCMLF appelle ses militants et sympathisants à manifester le jeudi 12 juin avec les travailleurs de leur entreprise contre la violence policière et pour le soutien aux milliers de grévistes en dénonçant et en s'opposant aux mots d'ordre de trahison de classe des dirigeants de la CGT et en mettant notamment en avant les mots d'ordre :

- «PAS UN SEUL LICENCIEMENT, DU TRAVAIL POUR TOUS !»
- «ACCORDS DE CHOMAGE : ACCORDS DE LICENCIEMENTS
SEGUY KRASUCKI : TRAHISON!»
- «A BAS LE FASCISME ET LE SOCIAL-FASCISME !»
- «A BAS LA LOI ANTIGREVE AU PORTUGAL
A BAS LA LOI CUNHAL !»

Le secrétariat le 12 juin 1975

Vendredi 13 juin - 20 h 30

Mutualité (salle B)

MEETING

Femmes, unissons-nous !

avec la participation de représentantes
de femmes du tier monde

(une garderie pour les enfants sera organisée sur place)



Le premier festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France, qui a lieu à Suresnes (1), a ouvert ses portes le samedi 31 mai et terminera le dimanche 29 juin au soir.

Dans l'H.R. du 5 juin, nous avons reproduit les objectifs de ce festival, organisé sous l'égide de la Maison des travailleurs immigrés de Puteaux (MTIP) et de la CIMADE (qui participe à l'animation de la MTIP avec d'autres organisations d'ailleurs présentes au festival).

La MTIP

Entre autres choses, la MTIP se propose d'apporter son soutien militant aux luttes des travailleurs immigrés et aux luttes des peuples opprimés du tiers monde. La MTIP se veut également un lieu de rencontre et de réflexion des travailleurs immigrés et français. (...) Du fait même de son statut, cette maison vise à regrouper dans des activités et dans des actions communes l'ensemble du prolétariat immigré de la région dans le domaine culturel en particulier.

L'esprit très large dans lequel sont conçues ces activités, doit permettre d'ouvrir au renforcement des liens entre les travailleurs des pays du tiers monde et du second monde, dans le combat commun à mener contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme, l'impérialisme et principalement l'hégémonisme, et

FRANCAIS- IMMIGRES AU COUDE A COUDE

sert donc directement au renforcement du front uni mondial contre les plus grands exploiters des peuples du monde à l'heure actuelle : les deux superpuissances impérialistes, Etats-Unis et URSS, qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale.

La parole aux immigrés

Dans l'enceinte de la «salle Perronnet», où sont installés un podium et une quinzaine de stands (tenus par les organisations participantes) exposant livres, photos, affiches..., a lieu une exposition qui est organisée et sous la responsabilité de l'organisation animant le thème central du week-end. Il en est de même des films (courts et longs métrages) qui y sont présentés, ainsi que de l'animation des débats.

Il y a également le programme général composé de pièces de théâtre, chants, danses, poèmes...

Au cours du week-end des 31 mai et 1er juin, qui avait pour thème central «l'apartheid», et donc la question du racisme, un riche débat a suivi l'intervention de la CIMADE, sur l'immigration et ses causes, sur le racisme.

Parmi les spectacles présentés : «L'avis d'un immigré», qui est une suite de sketches et chansons sur les conditions de vie d'un immigré, vues par l'Antillais Yvan Labejof. Puis le groupe tunisien du Théâtre arabe dans l'immigration : «El Meddah et il était une fois...» qui montre, dans la

tradition des conteurs populaires du Maghreb, l'histoire d'un village de paysans pauvres en lutte contre quatre propriétaires terriens, à partir d'un fait réel qui s'est déroulé dans le nord de la Tunisie en 1970. Deux films étaient programmés : «Paris des négritudes» et «La fin du dialogue», ce dernier a été tourné clandestinement en 1969 en Afrique du Sud. Il dénonce concrètement ce que représente pour les Noirs, les Métis et les Indiens le système de l'apartheid, summum de la discrimination raciale. Le producteur (sud-africain noir) indique : «Nous sommes au point où les parolottes sont terminées (c'est le sens du titre) (...) Notre problème est dorénavant de préparer notre riposte militaire à cette agression permanente qu'est l'apartheid».

Au cours du 2e week-end (sous la responsabilité de l'Association des Marocains en France), qui avait pour thème central la Palestine, a été projeté le film «L'olivier», réalisé par le groupe Cinéma-Vincennes. Ce film démontre, en partant de faits historiques et de témoignages de gens de différents milieux, la nature artificielle, expansionniste et raciste d'Israël. Il démolit les mensonges répandus par la presse, la radio, la télévision, qui cherchent à cacher qui sont les Palestiniens. Il montre les crimes des sionistes, la lutte du peuple palestinien en Palestine occupée, au Liban, la prise de conscience de plus en plus grande des Juifs qui rejettent puis combattent le sionisme ; il montre la solidarité internationale des peuples envers le peuple palestinien frère, etc.

Au programme du festival, le film ture «Umuts» (l'espoir), l'ensemble égyptien «Metqal quenaoui metqal» qui joue, chante et danse de la musique ancienne et populaire arabe qui a enthousiasmé les nombreux spectateurs présents.

Programme des prochaines semaines

Le 3e week-end, des 14 et 15 juin, sera placé sous le thème du Sahel (avec le Comité Sahel). Parmi les films au programme (à partir de 17 heures dimanche) : «Le cancer de la trahison» qui consiste en un enregistrement du discours prononcé par Amilcar Cabral lors des funérailles de N'Krumah à Conakry ; «Etudier, produire, combattre» ; en 1973, une école du Frélimo en Tanzanie. Parmi les pièces, la compagnie théâtrale Ventose présente le samedi soir à 20 h 30 «L'exil» ; le théâtre ouvrier de Neufchâteau présente dimanche à 14 h 30 (en portugais) : «l'immigration» ; puis le soir à 20 h 30, la troupe Al Jahya : «Il était une fois l'immigration». Donc trois pièces traitant de l'immigration.

Le week-end des 21 et 22 juin sera animé par le «Mouvement pour l'indépendance et la liberté» (MIL, ex-MNSPI).

Au programme est prévu (outre une exposition), le samedi de 16 à 20 h :

1) - Projection d'un film sur le Vietnam.

2) - La chorale du MIL.

3) - Le montage audio-visuel «L'impérialisme depuis 1945 et la menace de guerre», suivi d'un débat.

Le dimanche de 14 à 15 h :

1) - Montage diapositives sur la lutte du peuple cambodgien.

2) - Le groupe artistique du Comité FUNK en France.

Par ailleurs, sont programmés plusieurs films sur l'immigration.

Le week-end des 28 et 29 juin sera placé sous le thème de l'immigration et sous la responsabilité du Groupe d'information et soutien aux travailleurs immigrés (GISTI).

Nous appelons nos amis et lecteurs à venir nombreux à ce festival et à participer aux débats.

Note (1)

L'adresse : Salle Perronnet 1 bis, rue de Nanterre - Suresnes - moyens d'accès : train, départ gare St. Lazare, descendre à Suresnes (ensuite suivre les flèches) - bus : No 144, départ Pont de Neuilly, descendre rue du Mont Valérien ; No 175, départ Porte de St-Cloud, descendre à Pont de Suresnes.

Le prix des places : 6 francs pour un spectacle, et 15 francs pour un week-end complet.

Pour tous renseignements supplémentaires s'adresser à la Maison des travailleurs immigrés - 20, rue du Centenaire - 92800 - Puteaux - tel. : 506 08 94.

Loire-Atlantique REPRESSION DES LUTTES PAYS ANNES

Après la première victoire obtenue à la Vigne Marou en Loire Atlantique (acquiescement des 12 travailleurs inculpés), le propriétaire foncier, l'aristocrate Armand, ne se résigne pas à cette défaite. Il a l'audace de réclamer des «dommages et intérêts» de 13 millions pour «l'occupation» des 32 ha qu'il laissait en friche depuis des mois et qui avaient été remis en état de culture par les «Paysans-travailleurs» de la région.

Il a fait convoquer pour cela treize personnes, ainsi que la FDSEA, en référé au tribunal de St Nazaire.

Les paysans pour leur part, ainsi que les autres travailleurs qui les ont soutenus, ne sont pas disposés à capituler devant ces menaces.

Ces attaques des forces réactionnaires de la région ne s'arrêtent pas là. On apprend que le président de la Fédération de ce même département vient d'être inculpé au titre de la loi anticasseur. On reproche à ce paysan sa participation en juillet dernier à la distribution gratuite, dans les quartiers populaires de Nantes, de viande «récupérée» à la Société Atlantique-viandes (connue pour la spéculation sur le marché avec des produits importés).

Il est décidément clair que le mouvement de la paysannerie exploitée révolutionnaire qui se développe largement dans l'Ouest, gêne les diverses forces réactionnaires de notre pays. Les monopoles qui font retomber le poids de leur crise en particulier sur le dos des paysans ne veulent pas que ceux-ci engagent la lutte et se lient aux ouvriers. Les dirigeants révisionnistes du P.C.F., qui ne peuvent contrôler le mouvement «Paysans-travailleurs» pour y

faire passer leur ligne politique antipopulaire et antinationale, préfèrent les assimiler à la «FNSEA : béni-oui-oui de la politique gouvernementale» (voir la «Terre», sup. Bretagne, 28 mai).

DES PATRONS DE "GAUCHE" LICENCIENT

L'Epur, cette petite entreprise parisienne comprend 22 salariés et 4 patrons (de gauche). Il existe une section syndicale CFDT et une CGT.

Les travailleurs de l'Epur sont en grève depuis le 3 février, contre la répression syndicale et les licenciements. La dictature patronale a décrété : 3 salariés CFDT licenciés, 2 contrats non renouvelés, 2 salariés CFDT (dont un délégué du personnel) mis à pied pour des motifs mensongers, l'ensemble des grévistes a reçu une lettre de menace de licenciement en cas de poursuite de la grève !

Ce qui ne manque pas de piquant, c'est que les 4 patrons sont membres ou sympathisants du P.C.F. et du P.C. grec ! Eux qui font grand tapage sur les «libertés», pour se faire passer pour les défenseurs des travail-

leurs, on voit de quelles libertés il s'agit ! La charte des «libertés» de M. Marchais n'est vraiment qu'une vaste tromperie démagogique. Car pourquoi ces patrons révisionnistes (soi-disant démocrates) exercent-ils des entraves manifestes à la liberté syndicale ? Pourquoi cette répression patronale, sinon parce que ces faux communistes n'ont en fait rien à voir avec la classe ouvrière ? Les syndiqués CFDT par leur action avant et pendant la grève, ont fait craquer leur image de marque, de patrons libéraux «de gauche», voilà ce que les sociaux fascistes ne sont pas prêts à digérer.

Aujourd'hui à l'Epur la situation est claire, d'un côté les patrons de choc révisionnistes, soutenus par une partie de la section CGT, de l'autre les travailleurs. Pour arriver

à leurs fins ignobles, les patrons sociaux-fascistes n'ont reculé devant aucun moyen, y compris un coup monté (avec l'aide du délégué CGT), pour essayer de discréditer le délégué CFDT.

Les travailleurs se sont mis en grève dès le premier licenciement. Des sections syndicales, même CGT, ont manifesté leur solidarité avec les travailleurs par des motions de soutien.

Aujourd'hui les grévistes appellent les travailleurs à manifester leur soutien en participant au MEETING DE SOLIDARITE - lundi 16 juin à 20 heures - Bourse du Travail - Salle Jean Jaurès - 3, rue du Château d'eau Paris 10e.

Soutenons les grévistes, contre toute sanction, contre tout licenciement.

Demandez, lisez femmes dans le combat

AU SOMMAIRE DE CE No 1 :

Vive le 1er mai - Les luttes ouvrières - Portrait d'une révolutionnaire (Jeanne Labourbe) - Les révisionnistes et la cause des femmes - Vietnam-Cambodge-Laos - L'émancipation de la femme albanaise - Réfutation du concept de la suprématie masculine - La femme paysanne en lutte -

TAYEBI LARBI COMMENTE SON VOYAGE EN CHINE ET EN COREE

Tayebi Larbi, ministre algérien de l'Agriculture et de la Réforme agraire, de retour en Algérie, a commenté son voyage à la presse de son pays.

«Ce voyage fut bénéfique et instructif à plus d'un titre. Nous avons visité un grand nombre de réalisations agricoles à travers une grande partie de la Chine» a-t-il dit, ajoutant :

«Nous avons vu un peuple mobilisé derrière son parti et ses responsabilités. Nous avons vu un peuple qui a pu vaincre la nature, rasé les montagnes et remodeler le relief. Nous avons vu un peuple modeste, travailleur et responsable.»

Tayebi Larbi a indiqué qu'il avait transmis au vice-premier ministre, Teng Siao-ping, une invitation pour se rendre en Algérie au nom du président Boumediène.

Que se renforce la coopération entre l'Algérie, la Chine et la Corée, tel a été le vœu final exprimé par Tayebi Larbi.

Un important article de «Unidade Popular», organe du Comité central du Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste)

Le social-impérialisme est un ennemi principal de la lutte pour l'indépendance du Portugal

«Le social-impérialisme soviétique est un ennemi principal de la lutte pour l'indépendance du Portugal», indique dans un article récemment publié l'«Unidade Popular», organe du Comité central du Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste).

«Le Portugal est l'objet que se disputent frénétiquement les deux superpuissances impérialistes, le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain.»

«L'attitude des sociaux-impérialistes envers notre pays est la même que celle de toute autre puissance impérialiste envers ses colonies. Ils font tout leur possible pour empêcher le Portugal de devenir un pays souverain, économiquement indépendant pour que la nouvelle bourgeoisie

soviétique puisse piller les richesses de notre pays d'une façon la plus convenable, la plus brutale et la plus profitable.»

«Pour défendre et accroître leurs intérêts dans d'autres pays, les sociaux-impérialistes soviétiques, comme tous les autres impérialistes, n'ont de cesse de recourir à l'intervention militaire et à la subversion dans d'autres pays.»

«Le Portugal est un pays atlantique et contrôle l'accès à la Méditerranée» (c'est pourquoi) «contrôler le Portugal est un des objectifs importants des sociaux-impérialistes dans leur dispute pour l'Europe. Si le Portugal est mis sous contrôle social-impérialiste, l'Europe occidentale et la Méditerranée seront attaquées de

deux côtés. Les sociaux-impérialistes cherchent à obtenir des bases pour leurs forces navales sous prétexte de pouvoir donner "des facilités portuaires" et "renouveler des approvisionnements" à leurs flottilles de pêche et navires marchands.»

L'article appelle la classe ouvrière portugaise «à redoubler de vigilance devant le danger pour l'Europe et la paix mondiale créé par les deux superpuissances dans leur rivalité pour contrôler le Portugal. Le peuple portugais doit être préparé pour faire face à cette grave réalité. C'est le danger d'une nouvelle guerre mondiale en Europe. Le Portugal doit s'efforcer de s'unir avec les pays européens qui défendent leur indépendance et avec les pays du tiers monde.»

Le dernier livre du journaliste égyptien Heykal Des révélations intéressantes ...

Dans le journal égyptien «Al Ahrâm», a été publié récemment le premier chapitre du nouveau livre du célèbre journaliste égyptien Heykal, «La voie vers la guerre du Ramadan». De nombreux faits y révèlent la trahison des dirigeants sociaux-impérialistes de Moscou lors de la guerre de Juin 67 et leur tentative pour contrôler l'Égypte ensuite. En voici quelques exemples :

Après Juin 67 :

«Nikolaï Podgorny, président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS arriva au Caire. Au cours de ses entretiens avec le président Nasser, il a demandé l'établissement d'un centre de commandement pour la flotte méditerranéenne soviétique et une cale sèche à Alexandrie sous la garde de la marine soviétique. Il a même exigé que ces endroits soient mis à la disposition des Soviétiques et que le drapeau soviétique y soit hissé. Le président Nasser, indigné, a interrompu à l'instant la conversation et dit séchement : "Ce n'est rien moins que l'impérialisme. Cela signifie que nous vous fournirons une "base."»

En 1971 :

«Les Soviétiques ont promis de fournir à l'Égypte des bombardiers «IL» porteurs de missiles, à condition de ne pas les utiliser sans leur

ordre. Le président Sadate a répondu aux Soviétiques qu'il ne pouvait pas accepter cette condition. Il a dit : "Imaginez, quand Israël vient attaquer à nouveau notre intérieur, est-ce que je devrais, avant de riposter à l'ennemi, attendre l'ordre de Moscou ? Cela me mettrait dans une posture incroyable. Je suis président d'un pays indépendant. Quand il s'agit de prendre l'action, je ne cède "à rien sur mon indépendance."»

L'affaire des «Migs»

«Au cours de la visite du président Sadate à Moscou, en 1972, les Soviétiques ont convenu de fournir à l'Égypte des avions Mig 23 une fois que ce type d'avion serait mis en production. Mais plus tard, ils ont proposé de remplacer les Migs 23 promis par des Migs 21 perfectionnés, et d'ailleurs, de les payer en devises étrangères. Cela, le président Sadate l'a rejeté. Car, le contrat sur l'achat des Migs 21 était un contrat signé auparavant qui ne stipulait pas le paiement en devises étrangères.»

Le matériel soviétique :

«Au cours de la guerre du 5 Juin, des officiers se sont plaints que les tanks soviétiques ne pouvaient

être utilisés dans les déserts brûlants en été que dans les régions boréales. Le 30 juillet 1970, cinq Migs 21 pilotés par des soviétiques ont été abattus en quelques secondes dans un combat aérien avec les avions israéliens. Rien qu'en 1971 et 1972, 68 avions de fabrication soviétique pilotés par des Soviétiques et des Égyptiens se sont écrasés au sol ou sont portés disparus.»

Les «experts» soviétiques

«Les experts soviétiques apportent avec eux une grande quantité d'or, quand ils quittent l'Égypte définitivement ou tentent de passer leurs vacances chez eux. Selon des estimations préliminaires, ils en ont rapporté plusieurs centaines de kilos de 1970 au début de 1972. Au commencement, ils n'emportaient que de petits ornements, mais plus tard, ils sont devenus de plus en plus audacieux. Leurs femmes ont pris beaucoup de bijoux, de pierres précieuses et de bracelets, quant à eux-mêmes, ils ont emporté pas mal de bagues et même des lingots d'or. Quelques uns d'entre eux ne se soumettaient point au contrôle de la Douane égyptienne ; une fois, le départ de l'avion en a été retardé de 11 heures.»

En bref ...

Le Sud-Vietnam fête le 6ème anniversaire du GRP

Le Sud-Vietnam vient de célébrer le 6ème anniversaire du Gouvernement révolutionnaire provisoire GRP, du Sud-Vietnam.

Déjà, le GRP, après quelque 36 jours depuis la libération du pays, a pris des mesures pour organiser la vie économique du pays ; certaines banques ont été réouvertes et effectué des opérations commerciales limitées et contrôlées ; plusieurs usines et entreprises se sont remises en route sous l'impulsion de commissions ouvrières.

Plus d'un millier de Sud-Vietnamiens, partis en hâte à la veille de la libération de Saïgon, réclament leur retour au pays - selon le représentant de l'ONU du camp californien de Pendleton.

Laos : les Américains partent...

Les Américains quittent le Laos à grande vitesse ; il en restera une centaine environ. Par ailleurs, le transfert aux autorités laotiennes de l'entrepôt de FUS-AID situé à 9 km de Vientiane (entrepôt occupé par les étudiants le 21 mai dernier), est en cours de discussion.

L'Amérique latine sous la menace nucléaire de l'impérialisme soviétique

Dans le courant du mois d'avril s'est tenue à Mexico une nouvelle réunion de l'Organisme pour la proscription des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL).

Le traité de Tlatelolco par lequel s'est créé cet organisme, le 14 février 1967, oblige les signataires latino-américains à s'abstenir de posséder des armes nucléaires sur leur territoire et fait de l'Amérique latine «une zone dénucléarisée». 18 pays latino-américains l'ont signé jusqu'à ce jour.

Deux protocoles adjoints accompagnent le traité :

Le premier oblige les pays n'appartenant pas à l'Amérique latine, mais ayant des responsabilités sur la région, à maintenir libres d'armement nucléaire leurs territoires dépendants qui se trouvent dans la «zone dénucléarisée». Ce protocole, signé par les Pays-Bas et le Royaume Uni, ne l'a pas été par la France ni par les États-Unis.

Par le deuxième protocole, les signataires s'engagent à respecter le statut de «dénucléarisation» militaire de l'Amérique latine, c'est-à-dire

à ne pas utiliser d'armement atomique sur la région en cas de conflit armé.

La République populaire de Chine a signé ce protocole. La France, le Royaume Uni et les États-Unis également.

Qui manque-t-il donc ? L'Union soviétique.

L'Union soviétique refuse de s'engager à ne pas utiliser d'armes atomiques en Amérique latine.

Il s'agit pour les nouveaux tsars du Kremlin, plus ambitieux que les Romanov, de laisser planer la menace d'une intervention nucléaire y compris en Amérique latine. Elle utilisera ces armes en cas de besoin.

Mais de quel «besoin» peut-il donc s'agir ? Les sociaux-impérialistes vont-ils prétendre qu'il s'agit de protéger, en Amérique latine, leur sécurité nationale ?

Décidément rien n'échappe à la soif d'expansion et d'hégémonie de l'impérialisme soviétique et aucun moyen ne lui sera trop meurtrier pour s'imposer. Qu'on se le tienne pour dit.

Cet «ami naturel des pays du tiers monde» sera capable d'utiliser contre eux les armes atomiques.

Qui a la bouche pleine de «paix», de «détente», de «désarmement» ? Qui fait grand bruit des conférences sur la limitation des armes atomiques ? Celui-là même qui menace les peuples. Endormir leur vigilance par de belles paroles et préparer la guerre, telle est sa tactique.

Rappelons qu'en janvier l'Union soviétique a réalisé des manœuvres navales conjointes, avec Cuba, dans le golfe de Mexico. Que font les navires de guerre soviétiques dans les eaux latino-américaines ?

Les participants à la réunion de l'OPANAL à Mexico ont posé un ultimatum à la France, les États-Unis et l'Union soviétique, leur enjoignant de signer les protocoles les concernant avant le 14 février 1977, sinon quoi ils engageront une procédure devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Cahoussaq Massi
(Correspondant en Amérique latine)

En Palestine occupée

L'Agence de presse palestinienne Wafa communique les dernières opérations des combattants en Palestine occupée. Les voici :

Samedi 7 juin : à Naplouse, un car a été détruit, ses occupants blessés ou tués, à Ramas, un véhicule militaire a sauté sur une mine.

Dimanche 8 juin : aux premières heures de la matinée, plusieurs soldats israéliens ont été blessés lors d'une attaque des feddayin à l'est de «Nathawa» ; les sionistes ont tenté une riposte, en vain ; d'importants renforts, couverts par hélicoptères ont été dépêchés sur les lieux. En Cisjordanie occupée, le même jour, les combattants ont placé des explosifs dans le château d'eau situé près du Kibboutz «Maouz Haim» ; le bâtiment a été totalement détruit.

Chausson

**MALGRÉ LA RÉPRESSION BOURGEOISE
ET LES MANŒUVRES RÉVISIONNISTES
les travailleurs
durcissent la lutte**

Depuis un mois, toutes les usines Chausson (moins une) sont en grève. Les revendications des travailleurs sont l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et l'égalité entre Français et Immigrés. Décidés à arracher coûte que coûte satisfaction sur ces revendications, les travailleurs ont décidé la grève illimitée avec occupation des locaux. La bourgeoisie affolée répond à cette juste lutte par une répression aussi féroce que celle que subissent les travailleurs du «Parisien libéré».

A la suite du retrait des flics de l'usine d'Asnières après la manifestation du 6 juin, et du fait que seul un petit nombre de cadres se sont ralliés à la direction, celle-ci a décidé de recourir à une milice privée utilisant des chiens policiers pour garder l'usine.

Cette nouvelle provocation de la direction est venue en complément de ses dernières propositions dérisoires : 100 à 140 F d'augmentation selon les salariés. Pour l'ensemble des travailleurs de Chausson il n'est évidemment pas question d'accepter pareille aumône !

Mercredi, à l'appel des syndicats, une manifestation a rassemblé les travailleurs des usines Chausson d'Asnières et de Gennevilliers ainsi que ceux des Câbles de Lyon de Clichy qui en sont à leur troisième semaine de grève. Les ouvriers ont ainsi manifesté leur indignation devant le remplacement des CRS par des flics privés et des chiens. Ils ont protesté énergiquement contre cette mesure répressive en scandant : «Chausson, Les Câbles peuvent payer», «Chausson, Les Câbles même combat», «Milices fascistes hors de Chausson», et «Pas de négociations sous la répression».

Prenant la parole, un responsable révisionniste a comparé l'attitude fasciste du patron au Chili de Pinochet. Pour notre part nous voudrions rappeler que les milices sociales-fascistes polonaises réprimèrent féroceement elles aussi le mouvement ouvrier, par exemple en tirant sur des travailleurs en grève comme à Gdansk en 1971.

A l'issue de cette manifestation il est apparu clairement que les dirigeants révisionnistes n'arrivent pas à casser la volonté de lutte des travailleurs de Chausson qui en sont à un mois de grève.

Des travailleurs de Chausson

DES ENSEIGNANTS MARQUENT LEUR REPROBATION FACE AUX RÉVISIONNISTES

Dans un CES de Bobigny (Seine-Saint-Denis), les révisionnistes du P.C.F. militant au syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES) viennent d'en prendre un coup. Des élections viennent d'avoir lieu pour remplacer les secrétaires de catégorie pour la commission administrative ; par rapport à l'année dernière, ils ont perdu les trois quarts des voix.

En 1974, sur 8 syndiqués au SNES, 8 avaient voté pour la tendance Unité et Action contrôlée par les révisionnistes. Cette année par contre, seuls deux syndiqués ont voté pour Unité et Action. Les six autres ont ainsi voulu montrer - selon leurs propres dires - leur désaccord devant les grévettes démobilisatrices lancées par la direction syndicale et surtout leur profonde réprobation de l'attitude du parti de Cunhal qui a tenté de

changer la direction du «Républicain» pour transformer ce journal en porte-parole du P.C.F.

C'est là une excellente chose. Les révisionnistes du P.C.F. n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour faire passer le noir pour le blanc dans l'affaire du «Républicain». Nombre de tracts reproduisant l'article de Séguy «Les dessous de l'affaire République» avaient été distribués. Cela n'a pas suffi à tromper ces enseignants.

Cela prouve qu'en France comme au Portugal le peuple ne se laissera pas abuser par les phrases de «gauche», qu'il démasquera et rejettera intégralement les révisionnistes dont tous les agissements sont diamétralement opposés aux intérêts du prolétariat comme à ceux de la nation.

Correspondante H.R.

(Suite de l'éditorial.)

Il y a une autre voie. Chacun le sait : le chômage, les licenciements, ne disparaîtront totalement par de belles paroles, ni par des luttes partielles, si puissantes soient-elles. Seuls de grands changements, la disparition de l'impérialisme, la révolution prolétarienne balaieront le chômage, le système d'exploitation. Aujourd'hui, les deux principaux chiens de garde de ce système, Etats-Unis et URSS, sont et seront sur notre route face au combat révolutionnaire du peuple. Pour le mener à bien, il faut défendre l'indépendance nationale : c'est l'objectif central, la voie à suivre. Aussi, dans la bataille acharnée contre les licenciements, contre le chômage, contre les attaques de la bourgeoisie, nous dénonçons ceux qui s'y opposent en fait, ceux qui font le lit de l'agression sociale-impérialiste russe en France, ceux qui tentent d'utiliser les luttes de la classe ouvrière pour remplacer un gouvernement bourgeois par un autre à la solde de l'impérialisme russe. Ceux qui sont à la fois traîtres à la nation et traîtres au prolétariat. Dans leurs luttes, les travailleurs les démasquent et les démasqueront davantage.

Occupation des usines contre les licenciements, vigilance face aux menées révisionnistes : une ligne d'action qui renforcera la classe ouvrière dans son combat pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Camille GRANOT

44^e conférence de l'OPEP Les pays producteurs de pétrole contre-attaquent

Lundi dernier, les 13 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) réunis à Libreville au Gabon ont décidé de remplacer le dollar par les droits de tirages spéciaux (DTS) comme unité de compte pour faire payer le pétrole qu'ils exportent. Mardi et mercredi, les discussions se sont poursuivies pour préciser les modalités d'application de cette importante décision.

En janvier dernier, les pays de l'OPEP avaient décidé de geler les prix pendant neuf mois, c'est-à-dire jusqu'en septembre. Ainsi que le note Halim Mokdad, «les producteurs ont respecté leur décision et honoré par là leurs engagements». Mais, ajoute-t-il, «ils pensaient en accordant ce délai que les pays consommateurs engageraient de leur côté un processus de stabilisation monétaire par la mise en place d'un mécanisme approprié. Aucun effort, ni technique, ni politique, ou de simple imagination n'a été fait par le club des nantis qui sur d'autres plans s'est montré très créatif et entreprenant. Pendant six mois, les pays producteurs auront donc assisté, impuissants, à l'érosion dangereuse pour leur jeune économie, du pouvoir d'achat de leur avoirs pétroliers. Récemment le Shah d'Iran a estimé ce manque à gagner à 35 %» («El Moudjahid», 10 juin).

Ce processus de diminution du pouvoir d'achat des pays de l'OPEP était dû principalement au dollar, monnaie servant au paiement de la totalité du pétrole exporté. A l'avenir, le remplacement du dollar par les DTS devrait permettre une moindre érosion des avoirs pétroliers des pays de l'OPEP. Il faut en effet rappeler que c'est la moyenne des valeurs des monnaies de 16 pays, dont la part dans les exportations mondiales dépasse 1 % du total, qui détermine la valeur du DTS ; et que dans le calcul de cette moyenne le dollar n'intervient que pour 33 %. Ainsi calculé - en fonction de 16 monnaies dont la plus instable

est le dollar qui depuis de longs mois dégringole de chute libre en chute «contrôlée» - la valeur du DTS se déprécie moins vite que celle du dollar par rapport à l'or. La meilleure preuve en est que depuis le 28 juin 1974, le dollar a perdu environ 3,35 % de sa valeur par rapport au DTS. Par conséquent, pour en revenir au pétrole, si dans la même période les DTS avaient servi au règlement du pétrole exporté, les pays exportateurs auraient évité de voir leurs ressources diminuer d'environ 3,35 %.

La décision de lundi est donc un moyen, non pas d'augmenter le prix du pétrole, mais d'empêcher les pays impérialistes, et surtout les deux superpuissances, de voler les pays de l'OPEP à aussi grande échelle qu'ils réussissent jusqu'ici à le faire à la faveur de la crise grâce aux fluctuations importantes de leurs monnaies et surtout à la dévaluation constante du dollar. L'abandon du dollar au profit des DTS par lequel les pays de l'OPEP vont à tout le moins réduire la spoliation de leurs biens porte donc un coup au cœur du système impérialiste mondial, et particulièrement des deux superpuissances, ces deux plus grands pillards que l'histoire ait connus.

Cette décision est juste. Comme l'a montré Halim Mokdad déclarant : «Devant la solidarité des pays du tiers monde soudés autour de l'OPEP, la machine infernale peut se gripper», elle vise non pas un soi-disant enrichissement des pays de l'OPEP, mais bel et bien la récupération légitime de leurs richesses nationales, l'instauration d'un nouvel ordre économique international, équitable, et par conséquent la destruction de ce système d'exploitation et d'agression qu'est l'impérialisme mondial. La lutte des peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonie sort renforcée de cette 44^{ème} conférence de l'OPEP. Vive les pays et les peuples du tiers monde, force principale de la révolution socialiste mondiale !

SUITE DE LA DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.M.L.F.

Mais notre parti est né pour conduire le prolétariat et les masses populaires au socialisme et au communisme : état-major révolutionnaire de la classe ouvrière, jamais il ne cessera le combat !

Ceux qui vous parlent à tort et à travers des libertés sont les premiers à exercer leur violence sociale-fasciste sur la classe ouvrière comme en Pologne ou encore au Portugal.

Ces gens-là cherchent à remplacer le gouvernement bourgeois actuel par un autre gouvernement tout aussi bourgeois mais de capitulation devant le social-impérialisme russe qui occupe déjà la moitié de l'Europe.

Voilà pourquoi alors que des luttes d'une ampleur inégalée s'annoncent contre les méfaits et la dictature du capital il est nécessaire de les démasquer.

Car aujourd'hui, la révolution socialiste en France exige la plus haute vigilance devant les préparatifs de guerre et d'agression du social-impérialisme russe en rivalité pour la domination mondiale avec l'impérialisme américain. L'indépendance nationale, l'histoire de notre pays l'a montré, est une condition indispensable à l'instauration du socialisme, c'est pourquoi le Bureau politique du PCMLF appelle la classe ouvrière, tous les travailleurs et étudiants révolutionnaires à répondre fermement aux attaques de la bourgeoisie et en même temps à combattre avec la plus grande vigilance ceux qui s'infiltrèrent dans les rangs ouvriers pour se faire les porte-paroles de la clique fasciste et expansionniste de Brejnev et Cie.

**VIVE LA JUSTE LUTTE DES TRAVAILLEURS
CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS
A BAS LA CLIQUE MARCHAIS-LEROY-KANAPA-CATALA
TRAITRE AU PROLETARIAT ET A LA NATION !**

Le 12 juin 1975